ASSEMBLÉE NATIONALE

22 mai 2015

DIALOGUE SOCIAL ET EMPLOI - (N° 2792)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° 200

présenté par

M. Salen, M. Cinieri et M. Straumann

ARTICLE 21

Supprimer cet article.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent article vise à créer un nouveau compte personnel d'activité (rassembler dans un seul compte l'ensemble des droits portables d'un salarié) et ce sans aucune concertation des partenaires sociaux, ni même aucune étude préalable.

Dans le cadre d'un dialogue social efficace et respectueux des uns et des autres, il est essentiel qu'avant de légiférer, une véritable concertation s'engage sur ce sujet avec les partenaires sociaux.

Si un consensus se dégagait, cette concertation devrait être complétée par une expérimentation sur le terrain, afin de vérifier en particulier l'adaptation et la faisabilité du dispositif vis à vis en particulier des petites entreprises. C'est uniquement une fois ces conditions remplies que l'instauration d'un tel compte pourrait être envisagée.

Sur le fond, la création de ce compte risque de complexifier les tâches administratives des chefs d'entreprise de l'artisanat et du commerce de proximité, et ces derniers sont censés être en plein choc de simplification.

Cet amendement vise donc à supprimer cette disposition.